



CHAMBRE
DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE
DE QUÉBEC

Mémoire sur la
PLANIFICATION
PLURIANNUELLE
DE L'IMMIGRATION
2026-2029



CONTEXTE	3
POSITION DE LA CCIQ	4
1. SOMMAIRE EXÉCUTIF	5
2. PORTRAIT ÉCONOMIQUE ET DÉMOGRAPHIQUE	6
• 2.1 Portrait économique et démographique actualisé (2023-2025)	
• 2.2 Formation professionnelle et étudiants internationaux	
• 2.3 Le virage démographique du Québec	
3. ANALYSE CRITIQUE DES SCÉNARIOS PROPOSÉS	8
• 3.1 Rejet des scénarios gouvernementaux	
• 3.2 Simulation de trois scénarios par l'IDQ	
• 3.3 Recommandation : adopter le scénario médian	
4. PÉNURIES SECTORIELLES ET ENJEUX RÉGIONAUX	10
• 4.1 Secteurs les plus affectés par la pénurie	
• 4.2 Impact sur la formation professionnelle	
• 4.3 Conséquences économiques régionales	
5. IMMIGRATION COMME LEVIER DE PROSPÉRITÉ	12
• 5.1 Un levier de croissance économique durable	
• 5.2 Prévisibilité et attractivité internationale	
• 5.3 Réponse aux déséquilibres sectoriels	
• 5.4 Équilibre intergénérationnel et viabilité sociale	
6. FRANCISATION ET COHÉSION SOCIALE	14
• 6.1 S'appuyer sur Francisation Québec et aller plus loin	
• 6.2 Optimiser l'offre en milieu de travail	
• 6.3 Francisation différenciée selon les secteurs	
• 6.4 Mesure d'impact et amélioration continue	
7. RECOMMANDATIONS	16
CONCLUSION	17



CONTEXTE

1

La Chambre de commerce et d'industrie de Québec (CCIQ) profite des consultations entourant la planification pluriannuelle de l'immigration 2026-2029 pour transmettre au ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, Monsieur Jean-François Roberge, les préoccupations et propositions les plus pressantes de la communauté d'affaires de la Capitale-Nationale. Regroupant plus de 5 000 membres, la CCIQ s'impose comme un leader incontournable du développement économique québécois. Plus grand regroupement de gens d'affaires de l'Est du Québec, elle est la voix privilégiée de la communauté entrepreneuriale régionale et l'interlocuteur principal du milieu économique auprès des décideurs publics. Sa mission est de rassembler, mobiliser et influencer positivement l'écosystème d'affaires afin de contribuer à la prospérité et à l'innovation de la région.

La CCIQ consulte et sonde régulièrement ses membres pour s'assurer que ses positions reflètent la réalité économique vécue sur le terrain. À l'aube d'un virage démographique historique au Québec et en contexte de profonde pénurie de main-d'œuvre qui menace la vitalité de tous les secteurs, il est essentiel que la planification de l'immigration réponde de façon ambitieuse et différenciée aux besoins criants des régions dynamiques comme la Capitale-Nationale.

La Chambre de commerce et d'industrie de Québec (CCIQ) et la Chambre de commerce et d'industrie du Grand Lévis (CCIGL), regroupées sous l'Alliance économique Lévis-Québec, se sont positionnées à plusieurs reprises au cours des derniers mois pour souligner l'importance vitale des étudiants internationaux universitaires et collégiaux, ainsi que des étudiants inscrits dans les centres de formation professionnelle, dans le maintien de la vitalité économique et la formation de travailleurs qualifiés dans les régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches¹.





POSITION DE LA CCIQ

La CCIQ tient à exprimer clairement que les trois scénarios d'immigration permanente soumis à consultation publique (25 000, 35 000 et 45 000 admissions annuelles) ne sont ni adéquats ni recevables pour répondre aux besoins urgents de ses membres et de l'économie de la Capitale-Nationale. Ces seuils, largement insuffisants dans le contexte du déficit démographique naturel du Québec et des pénuries criantes de main-d'œuvre que connaît notre région, compromettraient durablement la vitalité économique et la compétitivité de la Capitale-Nationale.

Face à cette inadéquation, la CCIQ propose une approche alternative basée sur les analyses rigoureuses de l'Institut du Québec, privilégiant un scénario médian de 60 000 admissions permanentes annuelles, avec une phase de transition permettant une gestion équilibrée des flux migratoires.

1. SOMMAIRE EXÉCUTIF

La région de la Capitale-Nationale fait face à une pénurie de main-d'œuvre structurelle. Dans un contexte de déficit naturel (décès > naissances) et de vieillissement accéléré, l'immigration est le seul moteur net de la croissance démographique à court et moyen terme.

Le scénario médian de l'Institut du Québec (IDQ) (flux annuels : 60 000 permanents et 70 000 temporaires) est la trajectoire la plus cohérente avec une croissance de la population active ~ 0,7%/an et une intégration soutenable.

En parallèle, le gouvernement du Québec cible une réduction d'environ 13% d'ici 2029 du stock de titulaires de permis temporaires PTET + PEE, soit un repère de ~ 175 100 personnes au 31 décembre 2029 (vs 200 495 en 2024). Cette cible se décline approximativement ainsi : PTET ~ 65 000 (−10% vs 2024) et PEE ~ 110 100 (−14% vs 2024).

La CCIQ recommande d'adopter la voie médiane IDQ pour les flux (60 000 permanents/70 000 temporaires), avec une phase de transition 2026–2028 (75 000 à 90 000 permanents) pour convertir une partie des temporaires déjà présents, tout en respectant l'objectif gouvernemental de stock tempéré en 2029 (~ 175 100) via des arbitrages sectoriels et régionaux.



2. CONTEXTE ET ENJEUX

3

2.1 Portrait économique et démographique actualisé (2023-2025)

La région de la Capitale-Nationale bénéficie d'une dynamique démographique et économique remarquable, avec 812 328 habitants en 2024 (+2,6% sur un an). Malgré cette croissance, la pénurie d'employés qualifiés demeure un défi central qui met en péril la vitalité économique régionale¹⁰. Au premier trimestre 2025, le nombre de postes vacants dans la Capitale-Nationale était de 11 340¹¹, en bas du sommet historique de 27 790 atteint en 2022¹¹. La pression de recrutement persiste : la demande totale de main-d'œuvre (postes vacants + salariés) reste à un niveau record¹². Ce recul de 25,1% du nombre de postes vacants¹³ n'est pas le reflet d'une disparition de la pénurie mais plutôt d'ajustements dans les stratégies d'embauche, comme la réorganisation de postes ou des ralentissements d'activités. Les salaires en hausse constante (+7,4% en un an¹³) témoignent aussi d'une rareté persistante de la main-d'œuvre qualifiée.

2.2 Formation professionnelle et étudiants internationaux : enjeu régional majeur

La CCIQ et la CCIGL, sous l'Alliance économique Lévis-Québec, se sont positionnées à plusieurs reprises ces derniers mois pour souligner l'importance vitale des étudiants internationaux universitaires, collégiaux et inscrits en centres de formation professionnelle pour la vitalité économique et la formation de travailleurs qualifiés dans les régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches¹.

Depuis novembre 2024, des mesures fédérales ont réduit de plus de la moitié le nombre de programmes de formation admissibles au permis de travail post-diplôme (PTPD) pour les étudiants étrangers (de 188 à 82 programmes)¹⁴. Sont visés les secteurs particulièrement en manque de main-d'œuvre tels que carrosserie, électromécanique, mécanique, cuisine, ferblanterie, secrétariat médical¹⁴. Le Québec compte 174 centres publics de formation professionnelle offrant plus de 230 programmes, dont plus de 20 dans les régions de Québec et de Chaudière-Appalaches¹⁵.

Conséquences : 82% des centres rapportent une baisse des inscriptions d'étudiants internationaux¹⁵, 50% enregistrent une chute de plus de 25 à 50% des inscriptions¹⁵, 74% précisent que les restrictions nuisent au démarrage régulier des cohortes et 67% indiquent qu'au moins un programme ne pourra plus démarrer normalement¹⁵. Cela restreint aussi l'accès des jeunes Québécois à des formations



stratégiques. Cette tendance s'ajoute à la mise en place provinciale de quotas sur les demandes de certificat d'acceptation du Québec (CAQ), restreignant davantage l'accès au recrutement international¹⁶.

4

Face à ces enjeux, l'Alliance économique Lévis-Québec demande une révision immédiate des critères PTPD pour inclure les métiers en pénurie, un assouplissement de la règle des 900 heures pour certaines formations, la prise en compte réelle des besoins régionaux avant toute nouvelle restriction, et des exceptions québécoises adaptées à la réalité du territoire¹⁵.

2.3 Le virage démographique du Québec

Le Québec traverse une transition démographique sans précédent qui confirme et amplifie le seuil historique franchi en 2024. Les données les plus récentes de l'Institut de la statistique du Québec révèlent l'ampleur de ce défi existentiel pour l'avenir de la société québécoise au sein de la fédération canadienne¹⁷. En 2024, le nombre de décès (78 800) a dépassé celui des naissances (77 400), soit un accroissement naturel négatif de 1 400 personnes. Le taux de fécondité a atteint 1,33 enfant par femme, un record historique nettement inférieur au seuil de remplacement, et plus bas qu'en 1987 (1,36)¹⁷¹⁸¹⁹. Cette baisse continue et marquée depuis 2013 confirme la décroissance démographique naturelle du Québec, qui s'est accentuée de 0,7% entre 2023 et 2024. Les projections sont sans équivoque : cette spirale descendante va s'intensifier, les décès dépassant constamment les naissances dans les décennies à venir. L'ISQ prévoit un déficit naturel de 16 168 personnes dès 2050, qui atteindrait 16 506 en 2051²⁰, plaçant le Québec parmi les sociétés occidentales les moins renouvelées¹⁸. Parallèlement, la proportion de personnes de 65 ans et plus grimpe rapidement : elle a déjà atteint 21% en 2024 (autant que les moins de 20 ans), pourrait grimper à 26% en 2051 et même 27% en 2066²⁰. Certaines régions, dont la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (34%), le Bas-Saint-Laurent (31%), l'Estrie (30%), le Saguenay–Lac-Saint-Jean et la Mauricie (29% chacune), sont et seront particulièrement touchées²⁰. Face à ce déficit naturel croissant et à ce vieillissement, l'immigration constitue le seul moteur démographique net : 158 600 nouveaux arrivants en 2024, dont 103 700 temporaires et 59 500 permanents¹⁷¹⁹. Pourtant, l'immigration, dans ses niveaux actuels ou projetés, ne pourra compenser structurellement le défi, d'autant que le gouvernement prévoit d'abaisser fortement les seuils d'admission permanente (25 000 à 45 000 par an pour 2026-2029, selon les trois scénarios soumis à consultation) et poursuivra la réduction de l'immigration temporaire²¹²².

Ce vieillissement et ce déficit naturel ont pour conséquence une contraction annoncée de la population active (20 à 64 ans), qui stagnera ou reculera dans plusieurs régions jusqu'en 2051²³,



tandis que la demande en services publics montera en flèche. Le ratio de remplacement nombre de jeunes entrants sur le marché du travail par rapport aux départs à la retraite demeurera sous la barre du maintien démographique (100) au moins jusqu'en 2027²³. Ce vieillissement est confirmé à l'interne de la population active, où la part des 60 ans et plus est passée de 3,6% en 1998 à 12,6% en 2023.

Cette dynamique fragilise le poids du Québec au sein de la fédération. Sa part de la population du Canada est tombée à 21,9% en 2025, et pourrait passer sous les 18% avant 2050²⁴²⁵, menaçant le poids politique du Québec à Ottawa, y compris malgré le maintien temporaire du nombre de sièges fédéraux²⁶. Sans mesures structurelles majeures et une politique migratoire ambitieuse et régionalisée, le Québec s'achemine vers un déclin démographique, économique et politique qui menace son statut de société distincte dans la fédération canadienne²¹.

3. ANALYSE CRITIQUE DES SCÉNARIOS PROPOSÉS

L'Institut du Québec (IDQ) a récemment publié une analyse rigoureuse des différents scénarios d'immigration permanente et temporaire, qui éclaire substantiellement les choix auxquels fait face le gouvernement du Québec²⁷²⁸. Cette étude confirme les préoccupations exprimées par la CCIQ concernant l'inadéquation entre les seuils proposés qui sont inadéquats et les besoins réels de notre région.

Une croissance démographique optimale nécessaire

Selon l'IDQ, le Québec doit viser un taux de croissance de la population active d'environ 0,7% par année, comparable à la moyenne historique des années 2010, pour concilier les apports de l'immigration avec les impératifs de création de richesse²⁷. Cette cible permet d'éviter que l'augmentation de la population et l'incapacité de l'économie à absorber et valoriser cette main-d'œuvre ne se traduisent par une baisse du niveau de vie.

Les récentes données démographiques confirment cette urgence : en 2024, avec 158 600 nouveaux arrivants (dont 103 700 temporaires et 59 500 permanents)¹⁷, le Québec a connu une croissance démographique sans précédent, mais celle-ci s'est accompagnée d'une baisse du PIB par habitant, révélant les limites d'un modèle de croissance purement quantitatif²⁷.



Simulation de trois scénarios par l'IDQ

L'Institut du Québec a simulé trois scénarios d'immigration permanente et temporaire permettant d'atteindre ce rythme optimal de croissance :

Scénario	Permanents/an	Temporaires/an	Total flux/an	Stock temporaires 2035
Faible	35 000	100 000	135 000	350 000 (3,8%)
Médian	60 000	70 000	130 000	241 000 (2,6%)
Fort	90 000	50 000	140 000	175 000 (1,9%)

◎ Scénario 1 : Faible immigration permanente (35 000)

- Immigration permanente : 35 000 par année
- Immigration temporaire : 100 000 par année
- Total annuel : 135 000 nouveaux arrivants
- Population d'immigrants temporaires en 2035 : 350 000 (3,8% de la population)²⁷

Ce scénario correspond aux propositions les plus restrictives du débat public. Bien qu'il maintienne un afflux relativement important de temporaires, il s'accompagne d'une croissance de la population active relativement faible (0,5% en 2035) en raison de la nature temporaire du statut de ces immigrants²⁷.

◎ Scénario 2 : Moyenne immigration permanente (60 000)

- Immigration permanente : 60 000 par année
- Immigration temporaire : 70 000 par année
- Total annuel : 130 000 nouveaux arrivants
- Population d'immigrants temporaires en 2035 : 241 000 (2,6% de la population)²⁷

L'IDQ identifie ce scénario comme la « voie médiane », car il se rapproche davantage de la moyenne historique du taux de croissance de la population active du Québec (environ 0,7% par an) tout en maintenant une correction plus modérée de l'immigration temporaire²⁷.



② Scénario 3 : Forte immigration permanente (90 000)

- Immigration permanente : 90 000 par année
- Immigration temporaire : 50 000 par année
- Total annuel : 140 000 nouveaux arrivants
- Population d'immigrants temporaires en 2035 : 175 000 (1,9% de la population)²⁷

Ce scénario privilégie l'immigration permanente, permettant une croissance plus forte et plus stable de la population active (1,0% à partir de 2030)²⁷.

Inadéquation des scénarios les plus restrictifs

L'analyse de l'IDQ révèle que même le scénario le plus généreux (140 000 nouveaux arrivants annuels) reste inférieur aux flux récents et pourrait s'avérer insuffisant pour répondre aux besoins économiques du Québec. Pour la région de la Capitale-Nationale, qui anticipe une croissance démographique de 21% d'ici 2051²⁰ et fait face à des pénuries persistantes dans des secteurs stratégiques notamment la vente et service, le secteur de la santé, les métiers, le transport et la machinerie les scénarios de 25 000 à 45 000 admissions permanentes évoqués dans certains cercles politiques apparaissent nettement insuffisants.

L'étude souligne également un paradoxe préoccupant : tous les scénarios analysés prévoient une réduction drastique de l'immigration temporaire (de 55% à 77% par rapport aux niveaux 2022-2024)²⁷, alors que cette catégorie d'immigrants joue un rôle crucial dans la vitalité des régions et la formation de la main-d'œuvre.





Recommandation : adopter le scénario médian avec ajustements régionaux

À la lumière de cette analyse approfondie et des spécificités de la Capitale-Nationale, la CCIQ recommande l'adoption du scénario 2 de l'IDQ (60 000 immigrants permanents et 70 000 temporaires), avec les adaptations suivantes :

8

Phase de transition (2026-2028)

- Seuil d'immigration permanente temporairement élevé : 75 000 à 90 000 pour permettre l'intégration des résidents temporaires qualifiés déjà présents²⁷
- Trajectoire de réduction graduelle vers 60 000 à partir de 2029
- Maintien d'un couloir préférentiel pour les étudiants internationaux diplômés au Québec

Régionalisation des flux

- Attribution spécifique pour la Capitale-Nationale : 15% des admissions permanentes (soit environ 9 000 à 13 500 personnes selon la phase), reflétant son poids démographique et économique
- Bonification pour les métiers en pénurie régionale identifiés par l'IDQ : personnel infirmier, éducateurs, électriciens, techniciens spécialisés²⁷

Cette approche concilie les impératifs de création de richesse mis en évidence par l'IDQ avec les besoins spécifiques de notre région dynamique, tout en assurant une transition maîtrisée qui respecte les capacités d'absorption des services publics et du marché du logement.





4. Portrait régional : pénuries et enjeux par secteur

La région de la Capitale-Nationale fait face à des déséquilibres structurels majeurs sur son marché du travail, qui touchent l'ensemble des secteurs d'activité économique. Ces pénuries, loin d'être conjoncturelles, reflètent des transformations profondes de l'économie régionale et des défis démographiques sans précédent.

Secteurs les plus affectés par la pénurie

La région de la Capitale-Nationale fait face à des pénuries particulièrement aiguës dans quatre grandes catégories professionnelles identifiées par les données les plus récentes du marché du travail.

Le secteur de la vente et service présente des défis majeurs avec des besoins criants en personnel de vente spécialisé, représentants commerciaux, conseillers clientèle et gestionnaires de commerce de détail. Ces postes, essentiels au maintien de la vitalité commerciale régionale, nécessitent des compétences relationnelles développées et une excellente maîtrise du français, rendant leur pourvoir particulièrement difficile dans le contexte actuel.

Le secteur de la santé connaît des pénuries critiques qui touchent l'ensemble de la chaîne de soins : infirmières, préposés aux bénéficiaires, inhalothérapeutes, techniciens en imagerie médicale, travailleurs sociaux et personnel paramédical. Ces professions, majoritairement réglementées, exigent non seulement une formation reconnue mais également une intégration réussie aux protocoles spécifiques du système de santé québécois et une maîtrise approfondie de la terminologie médicale française.

Les métiers spécialisés constituent un goulot d'étranglement majeur avec des besoins pressants en électriciens, mécaniciens industriels, techniciens en génie, soudeurs, contremaîtres de la construction, charpentiers, plombiers et opérateurs d'équipement spécialisé. Ces métiers, essentiels au développement des infrastructures et à la modernisation industrielle, requièrent une formation technique pointue qui ne peut être développée rapidement.

Le secteur du transport et machinerie affiche également des pénuries importantes touchant les mécaniciens d'équipement lourd, les opérateurs de machinerie, les chauffeurs de véhicules lourds spécialisés, les techniciens en mécanique de véhicules et le personnel de maintenance d'équipements industriels. Ces professions, cruciales pour la logistique régionale et le maintien des infrastructures, nécessitent des certifications spécifiques et une expérience pratique substantielle.



Impact sur la formation professionnelle

La crise affecte particulièrement les centres de formation professionnelle de la région. Plus de 20 établissements de la grande région de Québec et de Chaudière-Appalaches rapportent des difficultés majeures : fermetures ponctuelles de programmes, reports de sessions de formation, classes sous-utilisées et démobilisation du personnel enseignant. Cette situation crée un cercle vicieux où la diminution de l'offre de formation aggrave les pénuries existantes.

L'impact se fait sentir sur plusieurs générations d'étudiants. Les jeunes Québécois voient leurs options de formation se restreindre, tandis que les travailleurs en reconversion professionnelle peinent à accéder aux formations nécessaires pour répondre aux besoins du marché. Parallèlement, les nouveaux arrivants qualifiés se trouvent privés d'opportunités de mise à niveau ou d'adaptation de leurs compétences aux standards québécois.

Conséquences économiques régionales

Ces pénuries génèrent des coûts économiques considérables : retards dans les projets d'investissement, hausse des coûts de main-d'œuvre, recours accru à la sous-traitance externe, détérioration de la qualité des services et perte de compétitivité face aux autres régions. Plusieurs entreprises de la Capitale-Nationale ont dû refuser des contrats ou reporter des expansions faute de personnel qualifié disponible.

La situation compromet également l'attractivité de la région pour de nouveaux investissements. Les promoteurs industriels et commerciaux intègrent désormais la disponibilité de la main-d'œuvre comme critère déterminant dans leurs décisions d'implantation, ce qui risque de pénaliser durablement le développement économique régional.

Immigration, bouclier contre le déclin et levier de prospérité régionale

L'immigration représente bien plus qu'une simple réponse aux besoins immédiats du marché du travail : elle constitue un véritable levier stratégique pour la prospérité à long terme de la Capitale-Nationale. Dans le contexte démographique actuel, où le Québec enregistre plus de décès que de naissances pour la première fois de son histoire moderne, l'immigration devient littéralement une question de survie économique et sociale pour nos communautés.



Un levier de croissance économique durable

L'immigration qualifiée et bien intégrée génère des effets multiplicateurs considérables sur l'économie régionale. Chaque nouvel arrivant qui s'établit durablement devient consommateur de biens et services locaux, contribuable, potentiel entrepreneur et vecteur d'innovation. Les données économiques démontrent que les immigrants entrepreneurs créent proportionnellement plus d'emplois que la moyenne de la population, particulièrement dans les secteurs technologiques et de services spécialisés.

La région de la Capitale-Nationale bénéficie d'atouts uniques pour maximiser les retombées de l'immigration : un écosystème d'innovation dynamique centré sur les technologies, une concentration d'institutions d'enseignement supérieur de calibre international, un secteur public important créateur d'emplois qualifiés, et une qualité de vie reconnue mondialement. Ces facteurs d'attractivité peuvent être transformés en avantages concurrentiels durables avec une planification migratoire appropriée.

Prévisibilité et attractivité internationale : enjeux de compétitivité

Le manque de prévisibilité des décisions gouvernementales, tant fédérales que provinciales, a nui considérablement aux entreprises du Québec et a également porté atteinte à l'image de marque du Québec à l'international. Les changements répétés de règles concernant les programmes d'immigration temporaire, les restrictions soudaines sur les permis de travail post-diplôme et les modifications de quotas sans consultation préalable créent un climat d'incertitude qui décourage les investissements et complique la planification des ressources humaines.

Cette instabilité réglementaire survient à un moment critique où le marché mondial de la main-d'œuvre qualifiée devient de plus en plus compétitif. L'implosion démographique en cours au sein des sociétés occidentales et asiatiques intensifie la concurrence entre les juridictions pour attirer les meilleurs talents. Dans ce contexte, la prévisibilité des politiques migratoires devient un avantage concurrentiel déterminant : les candidats de qualité privilégié les destinations offrant des parcours clairs et stables vers la résidence permanente.

Pour la région de la Capitale-Nationale, maintenir son attractivité face aux autres métropoles nord-américaines exige une approche cohérente et prévisible en matière d'immigration. Les entreprises régionales, particulièrement dans les secteurs technologiques et de services spécialisés, rapportent que l'incertitude réglementaire les pénalise dans leurs efforts de recrutement international. Les



candidats potentiels comparent non seulement les opportunités économiques, mais également la stabilité et la prévisibilité des politiques d'immigration.

Le Québec doit donc impérativement restaurer la confiance en adoptant une planification pluriannuelle transparente, assortie d'engagements fermes sur les seuils et les critères d'admission. Cette prévisibilité est essentielle pour continuer à attirer les meilleurs candidats possibles et bâtir le Québec de demain dans un environnement de concurrence internationale accrue.

Réponse aux déséquilibres sectoriels

L'immigration ciblée permet de corriger rapidement les déséquilibres sectoriels qui compromettent la croissance économique. Contrairement aux ajustements par la formation locale, qui nécessitent plusieurs années, le recrutement international de travailleurs qualifiés peut répondre aux besoins urgents tout en permettant la montée en compétence progressive de la main-d'œuvre locale.

Cette approche s'avère particulièrement pertinente pour les métiers techniques et spécialisés, où l'expérience pratique compte autant que la formation théorique. L'arrivée de travailleurs expérimentés permet non seulement de combler les postes vacants, mais également de transférer des connaissances et des pratiques d'excellence aux équipes locales, créant un effet d'entraînement positif sur l'ensemble du secteur.

Dynamisation des régions périphériques

L'immigration temporaire et permanente contribue significativement à la revitalisation des territoires périphériques de la région. Contrairement aux jeunes diplômés québécois qui tendent à migrer vers les grands centres urbains, les nouveaux arrivants montrent souvent une plus grande ouverture à s'établir dans des communautés de taille moyenne, où les opportunités d'intégration et d'établissement sont plus accessibles.

Cette dynamique profite particulièrement aux municipalités de la couronne de Québec et de la région de Chaudière-Appalaches, qui voient leur population se stabiliser ou croître grâce à l'apport migratoire. Ces nouveaux résidents contribuent au maintien des services publics locaux, à la vitalité commerciale et à la diversification culturelle des communautés d'accueil.



Innovation et transfert technologique

Les immigrants hautement qualifiés, particulièrement ceux formés dans des systèmes éducatifs différents ou ayant acquis une expérience professionnelle internationale, apportent des perspectives nouvelles et des approches innovantes qui enrichissent l'écosystème économique régional. Cette diversité de compétences et d'expériences constitue un facteur clé de l'innovation et de la compétitivité économique.

La région peut ainsi bénéficier de transferts technologiques, de nouvelles méthodes de travail, de réseaux commerciaux internationaux et d'une ouverture accrue aux marchés d'exportation. Ces avantages dépassent largement les bénéfices immédiats en termes de main-d'œuvre pour s'inscrire dans une stratégie de développement économique à long terme.

Équilibre intergénérationnel et viabilité sociale

Au-delà des considérations purement économiques, l'immigration contribue à rétablir l'équilibre intergénérationnel indispensable à la viabilité des systèmes sociaux québécois. L'arrivée de jeunes actifs permet de maintenir un ratio favorable entre cotisants et bénéficiaires des systèmes de retraite et de santé, garantissant ainsi la pérennité des acquis sociaux pour l'ensemble de la population.

Cette dimension devient particulièrement critique dans une région comme la Capitale-Nationale, où la forte proportion d'employés du secteur public génère des besoins importants en matière de remplacement de la main-d'œuvre et de maintien des services à la population.





5. FRANCISATION ET COHÉSION SOCIALE

La francisation des nouveaux arrivants constitue un enjeu stratégique majeur qui dépasse largement les considérations linguistiques pour toucher aux fondements mêmes de la cohésion sociale québécoise. Dans le contexte où l'immigration devient le moteur exclusif de la croissance démographique, investir massivement dans la francisation n'est plus une option mais une nécessité absolue pour préserver et renforcer le caractère francophone du Québec.

S'appuyer sur Francisation Québec et aller plus loin

Le gouvernement du Québec a lancé en juin 2023 Francisation Québec, qui constitue désormais l'unique point d'accès gouvernemental en matière d'apprentissage du français. Cette plateforme, accessible via Québec.ca/francais, représente un progrès significatif en élargissant l'accès aux services à de nouvelles clientèles : personnes immigrantes, citoyens canadiens de 16 ans et plus domiciliés au Québec, entreprises et leur personnel. L'approche intégrée de Francisation Québec, qui facilite l'apprentissage en classe, à distance, en ligne et en milieu de travail, constitue une base solide qu'il faut maintenant bonifier substantiellement.

Cependant, les importantes diminutions de services en francisation observées récemment représentent une contradiction avec l'ambition affichée par cette nouvelle plateforme. Ces diminutions se manifestent par des groupes qui ne sont pas ouverts, des listes d'attente sans précédent, et des centres de formation générale aux adultes qui ont dû diminuer leur offre de 90%²⁸. Cette situation crée des goulets d'étranglement qui retardent l'insertion socioprofessionnelle et accentuent les défis d'intégration, survenant paradoxalement au moment où les besoins n'ont jamais été aussi importants.

Il devient impératif de renverser cette tendance et de procéder à une bonification significative des investissements en francisation pour répondre aux besoins exponentiels créés par l'augmentation des flux migratoires. Cette approche doit inclure non seulement l'augmentation des budgets alloués aux services de francisation, mais également le développement d'une offre diversifiée et adaptée aux différents profils d'apprenants : travailleurs, étudiants, personnes au foyer, professionnels qualifiés et travailleurs manuels.

Optimiser l'offre en milieu de travail

Francisation Québec expérimente actuellement trois paliers de formation en milieu de travail qui correspondent précisément aux besoins identifiés par la CCIQ : activités d'initiation pour les petites



entreprises, formations courtes pendant les heures rémunérées (60 à 80 heures) pour les consignes de sécurité et les tâches spécialisées, et formations qualifiantes de 300 heures et plus pour une progression mesurable des compétences linguistiques.

Ces initiatives, particulièrement pertinentes pour la région de la Capitale-Nationale avec sa forte concentration de PME, nécessitent un déploiement accéléré et une extension aux secteurs en pénurie aiguë de main-d'œuvre : santé, métiers spécialisés, vente et service, transport et machinerie. L'approche de partenariat entre le MIFI et le ministère de l'Éducation, déjà appuyée par des initiatives avec les organismes régionaux et les chambres de commerce, comme Développer des affaires en français, doit être renforcée par un investissement accru du gouvernement dans cette priorité nationale.

Francisation différenciée selon les secteurs

L'approche unique de Francisation Québec doit être complétée par des programmes spécialisés par secteur d'activité, intégrant la terminologie technique, les codes culturels du milieu de travail et les exigences communicationnelles spécifiques à chaque profession. Pour les secteurs réglementés comme la santé, la francisation doit être couplée avec des programmes de reconnaissance des compétences et d'adaptation aux standards québécois, permettant d'accélérer l'intégration professionnelle tout en maximisant la contribution économique de chaque nouvel arrivant.

Technologies et innovation pédagogique

L'infrastructure numérique de Francisation Québec constitue une fondation technologique qu'il faut maintenant enrichir avec des outils avancés : plateformes d'apprentissage adaptatif utilisant l'intelligence artificielle, applications mobiles pour l'apprentissage nomade, réalité virtuelle pour la pratique de situations professionnelles réelles, et systèmes de suivi personnalisé. Ces innovations permettraient d'étendre l'offre au-delà des niveaux actuels pour couvrir l'ensemble des besoins professionnels spécialisés tout en réduisant les coûts unitaires de formation.

Le développement et l'enrichissement de l'offre numérique québécoise en francisation, en s'appuyant sur les bases existantes de Francisation Québec, pourraient transformer ce secteur en véritable opportunité d'exportation, valorisant l'expertise québécoise auprès d'autres sociétés francophones dans le monde.



Mesure d'impact et amélioration continue

Pour assurer l'efficacité des investissements dans Francisation Québec et ses développements futurs, il est essentiel de mettre en place des systèmes de mesure d'impact rigoureux qui permettent d'évaluer non seulement les progrès linguistiques, mais également l'intégration socioprofessionnelle et la contribution économique des participants. L'établissement d'indicateurs de réussite clairs comme le taux d'insertion professionnelle, la progression salariale, la participation à la vie civique et le sentiment d'appartenance constitue un prérequis pour démontrer la rentabilité sociale et économique de cette infrastructure.

Éveil linguistique et intégration intergénérationnelle

L'extension de Francisation Québec aux services de garde pour favoriser l'éveil à la langue française chez les tout-petits représente un investissement stratégique dans l'intégration à long terme. Cette approche précoce, particulièrement importante dans les familles immigrantes, facilite l'intégration scolaire ultérieure et renforce les liens intergénérationnels autour de la langue française comme facteur de cohésion sociale.

Partenariats et mobilisation régionale

Le succès de Francisation Québec nécessite une mobilisation de l'ensemble des acteurs régionaux : employeurs, organismes communautaires, institutions d'enseignement, organismes culturels et sportifs. Dans la région de la Capitale-Nationale, cette mobilisation peut s'appuyer sur la richesse du tissu associatif, la présence d'institutions culturelles de premier plan et l'ouverture traditionnelle de la population à l'accueil des nouveaux arrivants pour développer un modèle exemplaire de francisation intégrée.

Francisation et prospérité économique

L'infrastructure créée par Francisation Québec, si elle est adéquatement financée et développée, peut générer des retombées économiques directes et mesurables : réduction des délais d'intégration professionnelle, augmentation des revenus des nouveaux arrivants, diminution du recours aux services sociaux, accroissement de la productivité et de l'innovation en entreprise. Pour la région de la Capitale-Nationale, l'excellence en francisation peut devenir un avantage concurrentiel dans l'attraction et la rétention des talents internationaux, particulièrement dans un contexte où la concurrence s'intensifie entre les juridictions pour attirer les meilleurs profils d'immigrants.



7. RECOMMANDATIONS

- ◎ **Adopter le scénario médian de l'Institut du Québec** : 60 000 admissions permanentes et 70 000 admissions temporaires par année (total de 130 000 par année) avec une phase de transition à 75 000 à 90 000 (2026-2028), puis une réduction graduelle.
- ◎ **Régionaliser et ajuster les quotas annuellement** selon le bassin d'emplois et les besoins réels de chaque région, avec un minimum de 15% des admissions pour la Capitale-Nationale.
- ◎ **Adopter une planification régionale** pour la formation professionnelle et le recrutement international d'étudiants, en préservant l'accès aux programmes stratégiques.
- ◎ **Réviser urgentement le PTPD et les quotas CAQ** pour inclure tous les métiers en pénurie régionale et assouplir le critère des 900 heures pour les formations essentielles.
- ◎ **Bonifier le financement de la francisation** et simplifier la reconnaissance des diplômes étrangers, en ciblant prioritairement les secteurs en pénurie.
- ◎ **Instaurer une gouvernance régionale via la Zone économique métropolitaine (ZEM)** et renforcer le dialogue public-privé pour maximiser l'impact socioéconomique de l'immigration et assurer une coordination efficace entre tous les intervenants.



Conclusion

Face à un basculement démographique et politique historique, le Québec doit faire preuve d'ambition et de pragmatisme. Les analyses de l'Institut du Québec démontrent qu'une approche équilibrée, privilégiant l'immigration permanente tout en maintenant des flux temporaires ciblés, représente la voie la plus prometteuse pour notre avenir collectif. Seule une planification migratoire différenciée, cohérente, et tournée vers l'avenir appuyée sur la formation, la francisation et l'accueil régional préservera notre vitalité collective et la société distincte que nous avons la responsabilité de léguer aux générations futures.

La région de la Capitale-Nationale, forte de son dynamisme économique et de sa capacité d'accueil, est prête à jouer pleinement son rôle dans cette relance démographique et économique du Québec.

Notes de bas de page

1. Alliance économique Lévis-Québec, communiqués CCIQ/CCIGL, juin 2025, <https://cciquebec.ca/la-formation-professionnelle-menacee-par-les-restrictions-en-immigration/>
2. Statistique Québec, Bilan démographique 2024
3. Québec International, juin 2025
4. Journal de Montréal, Bilan démographique 2024 au Québec, 9 mai 2025
5. Institut du Québec, 2025
6. Id.
7. Id.
8. Ministère de l'Économie, juin 2025
9. Id.
10. Id.
11. Le Soleil, 17 juin 2025, <https://www.lesoleil.com/affaires/2025/06/17/diminution-des-postes-vacants-dans-la-grande-region-de-quebec-BJMKKBR2ANHH5NRZP3HSIMFARI/>
12. Québec International, mars 2025
13. Id.



14. Alliance économique Lévis-Québec, 2025

15. Id.

16. Gouvernement du Québec, gestion CAQ, 2025,

<https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/entree-vigueur-aujourd'hui-gestion-demandes-programme-etudiants-etrangers-61248>

19

17. Institut de la statistique du Québec, Le bilan démographique du Québec en 2024 : un accroissement migratoire qui demeure élevé, un creux historique pour la fécondité, 8 mai 2025, <https://www.newswire.ca/fr/news-releases/le-bilan-demographique-du-quebec-en-2024-un-accroissement-migratoire-qui-demeure-eleve-un-creux-historique-pour-la-fecondite-861046391.html>

18. Journal de Montréal, Bilan démographique 2024 au Québec : la population en hausse malgré un creux historique de la fécondité, 9 mai 2025,

<https://www.journaldemontreal.com/2025/05/09/bilan-demographique-2024-au-quebec-la-population-en-hausse-malgre-un-creux-historique-de-la-fecondite>

19. Québec International, Bilan et perspectives 2024-2025 : la croissance exceptionnelle portée par l'immigration internationale, 12 mai 2025, <https://www.quebecinternational.ca/fr/nouvelles/bilan-et-perspectives-2024-2025-la-croissance-exceptionnelle-portee-par-l-immigration-internationale>

20. Institut de la statistique du Québec, Projections démographiques du Québec et de ses régions d'ici 2051 : la croissance de la population révisée à la baisse, 30 juillet 2025, <https://statistique.quebec.ca/fr/communique/projections-demographiques-du-quebec-regions-2051-croissance-population-revisee-baisse>

21. Gouvernement du Québec, La planification de l'immigration au Québec pour la période 2026-2029, février 2025

22. Le Quotidien, Baisse démographique envisagée d'ici 2051 partout au Québec, 31 juillet 2025, <https://www.lequotidien.com/actualites/actualites-locales/2025/07/31/baisse-demographique-envisagee-dici-2051-partout-au-quebec-F7NWKW7DFEBH3ROILTWOB5WJ4RQ/>

23. Institut de la statistique du Québec, Les nouvelles tendances démographiques rehaussent les perspectives de croissance de plusieurs régions du Québec, 7 octobre 2024, <https://statistique.quebec.ca/fr/communique/nouvelles-tendances-demographiques-rehaussent-perspectives-croissance-plusieurs-regions-du-quebec>



24. Gouvernement du Québec, Projections démographiques du Québec et de ses régions d'ici 2051 : la croissance de la population révisée à la baisse, 30 juillet 2025, <https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/projections-demographiques-du-quebec-et-de-ses-regions-d-ici-2051-la-croissance-de-la-population-revisee-a-la-baisse-64402>
25. Newswire, Projections démographiques du Québec et de ses régions d'ici 2051 : la croissance de la population révisée à la baisse, 30 juillet 2025, <https://www.newswire.ca/fr/news-releases/projections-demographiques-du-quebec-et-de-ses-regions-d-ici-2051-la-croissance-de-la-population-revisee-a-la-baisse-839388026.html>
26. Gouvernement du Canada, Plan des niveaux d'immigration 2025-2027, 24 octobre 2024, <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/2024/10/plan-des-niveaux-dimmigration-2025-2027.html>
27. Institut du Québec, Planification 2025 de l'immigration au Québec : Cinq questions pour éclairer les choix à venir, 4 juin 2025, <https://institutduquebec.ca/publications/planification-2025-de-l-immigration-au-quebec>
28. Radio-Canada, Fermetures de classes de francisation : « On a des listes d'attente qu'on n'a jamais vues », 8 octobre 2024, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2114626/fermetures-classe-francisation-education-immigration>
29. Flux vs stock : les scénarios de l'IDQ expriment des flux annuels (admissions par année). Le cahier gouvernemental 2026-2029 fixe surtout des cibles de stock au 31 décembre (nombre de titulaires de permis valides présents la même année). Dans ce mémoire, nous respectons cette distinction et la signalons explicitement à chaque fois.